

La COP 21 à Paris, un enjeu planétaire, un devoir de réussite pour tous...

SOMMAIRE

Edito

Développement

L'agro-écologie en Uruguay
Programme Alternatiba

Méditerranée

Rencontre-débat sur Podemos
Prisonniers politiques palestiniens

Courrier des lecteurs

La grande hypocrisie de l'Europe
face à l'immigration
Mgr Romero à l'honneur

Droits humains

Tribunal d'opinion : Violation des
droits des enfants dits Roms

Peuples Solidaires

La «Nouvelle Alliance» menace la
sécurité alimentaire

Prochain café de l'actu

Electriciens sans frontières

Aux croisements du monde

Centenaire du génocide arménien

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

A mesure que l'on s'approche de cette échéance au « sommet » nous avons le sentiment que nos Politiques ne savent plus par quel bout prendre ce problème. Pourtant la conférence de Paris se profile bien comme une sorte de « pari » de la dernière chance.

Il n'est plus aujourd'hui seulement utile pour les Etats de débattre de cette question « du changement climatique » mais il est VITAL de prendre les décisions à effet planétaire à l'automne pour un développement "décarboné" et sortir de l'impasse suicidaire dans laquelle le monde actuel est plongé.

Car l'enjeu de cette conférence c'est de se donner les moyens, partout dans le monde, de réduire à néant les émissions de carbone d'ici la fin du siècle. Et, comment nous motiver ?

Et pour ce faire, nos Politiques doivent revoir leur logiciel de croissance « sans contraintes » à l'aune du développement des sources d'énergie renouvelables, notamment solaires et éoliennes, pour remplacer à terme les énergies fossiles et nucléaires. Ils devront aussi se décider à taxer l'usage des énergies fossiles et imposer des dispositifs de stockage de CO2. Il leur faudra aussi veiller dans le même temps à accompagner les populations les plus pauvres vers des dispositifs de transition pour un monde sans carbone. Et dans les sphères de la gouvernance des multinationales qui guident le développement des nations, plus au rythme de la taille du portefeuille des actionnaires que des intérêts des populations de notre planète, ils devront s'engager à faire payer les pollueurs payeurs.

De multiples expériences, menées par des ONG le plus souvent, ne demandent qu'à être généralisées pour l'intérêt commun. Mais le sujet reste encore tabou ou moins porteur médiatiquement que les Top shows ou les images de cataclysmes immédiats. Il est

tellement plus facile de nous émouvoir quelques secondes au 20 heures avec les images de cyclones que de nous convaincre de la nécessité d'agir avec un reportage au cœur d'un village qui revit autour de travaux de maraichage grâce à un puits construit en lien avec les habitants au Mali ou de nous faire découvrir des travaux de renaissance paysanne en Amazonie au sein de la plus grande forêt du monde, réservoir d'eau si fragile de tout un continent ...

Si nous n'attendons pas qu'il sorte du chapeau de la COP21 une solution miracle providentielle ou indolore, ce dont nous sommes certains c'est que nous ne pouvons poursuivre sur les chemins d'une croissance sans respect de l'équilibre planétaire, suicidaire pour l'humanité.

Aussi, au premier rang des nations, la France qui accueille cette conférence se doit de faire des propositions à la hauteur des enjeux pour notre survie planétaire et éviter de précipiter dès la fin de ce siècle l'humanité toute entière vers un point de non retour. Les cyclones à répétition, les phénomènes inexplicables en Sibérie, la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, la désertification et les sécheresses qui se démultiplient en Afrique et guettent maintenant la forêt amazonienne, les tsunamis et la montée inexorable des eaux programmée en Asie... sont autant d'avertissements cinglants avec pour conséquences au bout du chemin, la mort de populations entières, des famines massives et des migrations à grande échelle, des réfugiés climatiques en déshérence...

Et nous, citoyens de la Terre, nous avons l'obligation de contribuer à la réussite de ce changement de cap radical ici comme là bas et de mettre nos actes au diapason de nos discours comme cela a été fortement rappelé au FSM de Tunis en mars dernier. Alors ? Avec la Maison du Monde nous y travaillons ... Agissons ensemble ici, dès maintenant, dans nos quartiers et en solidarité avec nos voisins planétaires.

café de l'actu

mardi 22 juin

Présentation de l'ONG **Electriciens sans frontières**

avec Alain Laidet vice-président de l'association

18h30 à la Maison du Monde

voir page 11

évènement

Alternatiba

voir page 3

Devenir Paysan en Voyageant - 5 - LE LENT DÉVELOPPEMENT DE L'AGRO-ÉCOLOGIE EN URUGUAY

Nous avons passé le mois d'Avril en Uruguay. Ce pays coince entre l'océan Atlantique et les deux géants que sont l'Argentine et le Brésil se caractérise par une faible population (3,2 millions d'hab) et une superficie d'environ la moitié de la France. Plus de 50% de la population vit autour de la capitale, Montevideo. Ce mois de voyage a été l'occasion d'aller à la rencontre du développement de l'agriculture agro-écologique en Uruguay. Nous avons été amenés à rencontrer une grande diversité de personnes (agronomes, producteurs, écoles, professeurs, centre de recherche) ce qui nous a permis de mieux comprendre le faible développement de ces pratiques.

Une production biologique ou naturelle fébrile

En arrivant à Montevideo nous avons recherché des points de vente de productions biologiques. Nous avons pu constater qu'il y en a peu, alors que la population uruguayenne a un bon niveau de vie. L'Uruguay est un pays très connu pour sa production de viande bovine. Les espaces étant vastes et la population limitée, les grands espaces sont propices à l'élevage extensif de grands troupeaux de vaches dans la pampa. Ainsi, il y a peu de tradition à cultiver des fruits et des légumes dans ces régions. Le savoir-faire paysan est peu présent en dehors de la ganadería (élevage de bétail). Il est donc difficile d'imaginer le savoir-faire biologique. La formation agricole est très peu orientée vers l'agriculture biologique (AB). Nous avons été visiter le centre national d'expérimentation en agriculture (INIA) équivalent de notre Institut National de Recherche Agronomique (INRA). Cette rencontre avec le responsable de la production fruitière et des projets agro-écologiques a été riche. Nous avons très vite compris que peu de recherches sont réalisées par les institutions de l'Etat afin de développer la production biologique. Le lobbying des très grandes multinationales comme Monsanto ne favorise en rien le développement d'une production agricole plus respectueuse de l'environnement et sans semences transgéniques.

Nous constatons que la majorité des producteurs biologiques rencontrés ne vivent pas de leur production. Ainsi, nous avons passé 2 jours chez Gonzalo Vega, ancien technicien agricole en conventionnel, puis maraicher en AB pendant 7 ans et qui par manque de rentabilité est aujourd'hui professeur d'agriculture à l'école de Pirianopolis. Il

cultivait 1ha en maraichage biologique et vendait toute sa production dans les zones touristiques sur la côte. Il nous raconte : « pour vivre vraiment de l'AB ici il faut passer à un stade supérieur avec plus de surface. Ceci implique une main d'œuvre supplémentaire. J'étais tout seul et je suis tombé malade, donc j'ai arrêté et aujourd'hui je suis prof et cela me plaît de transmettre mon expérience aux plus jeunes ! »

L'une des grandes difficultés que nous avons notées, est l'absence d'organisation de filière de biologiques. Peu de groupes de producteurs sont réellement organisés afin d'échanger des techniques ou commercialiser en commun ! Nous avons participé à la 6ème rencontre nationale des semences Criolla (libre) et de l'agriculture familiale. Lors de cette rencontre, des échanges de semences sont réalisés afin de protester contre le monopole et la marchandisation des semences mise en place par les multinationales. Nous constatons que les producteurs présents sont à la recherche de connaissances techniques afin de produire réellement selon les règles de la production biologique ! Ce manque de connaissances des producteurs est un des freins principaux au développement de la production uruguayenne ! Il n'y a pas de politique forte du gouvernement afin de développer ce mode de production.



L'école agricole de Pirianopolis : un bon exemple de l'apprentissage agro-écologique

Les échanges avec les élèves durant 3 jours dans cette école sur les différents modes de production en France ont été très riches. Nous avons découvert que cette école dispense 10h de travaux pratiques agricoles pour les élèves de cette branche. Ainsi 2 jours par semaines ils participent aux activités de plantation et d'entretien du potager. Les élèves ont à leur disposition une serre, des espaces de plantation, une pépinière et des espaces dédiés à des projets d'étudiants. Nous trouvons fantastique que ces jeunes qui étudient l'agriculture puissent vraiment le mettre en pratique. Ils ont ainsi des compétences pratiques et théoriques très jeunes et peuvent continuer les études et devenir agronomes. Ainsi, ces agronomes ont des bases techniques solides, ce qui manque au système français.

L'Uruguay a donc aujourd'hui, semble-t-il, quelques lacunes pour permettre le développement de l'AB ; cependant des expériences comme l'école agricole ne peut que nous encourager à penser que l'enseignement de nouvelles pratiques et l'organisation d'un événement comme la fête des semences vont permettre le développement et la vulgarisation autour de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et une agriculture plus humaine.

Céline et Maxime

-Du 25 Mai au 14 Juin 2015 : Exposition sur l'Energie Citoyenne
Place de l'Agora-Michel Boscher

-Le 13 Juin: Animation autour de l'Exposition
Place de l'Agora-Michel Boscher

-Le 12 Septembre 2015 : village Alternatiba
Parc des Coquibus

-Pour plus d'infos : 01.60.77.21.56 / www.maisondumonde.org

Evry
Maison du Monde

ALTERNATIBA

En route vers la Cop 21

Energie
Renouvelable

Climat

Souveraineté
Alimentaire

Alternatives

développement



... des indigné(e)s à PODEMOS, mobilisation populaire en Espagne.

Le 6 mai, Collectif Méditerranée de la Maison du Monde et les Amis du Monde Diplomatique organisaient une rencontre à la Maison des Syndicats d'Evry, centrée sur l'Espagne et l'irruption de PODEMOS sur la scène politique début 2014. Sans être le prolongement politique officiel des Indigné-e-s, il en est une traduction politique évidente, y fait explicitement référence et est peut-être son essence même. **Irma HERAS et Alberto MINGUEZ, du cercle Podemos - Paris**, nous ont fait la joie de venir nous en parler ainsi que **Renaud LAMBERT** du « *Diplo* ».

Une présentation des Amis du Monde Diplomatique au travers de leurs activités fut faite par Jacques Simon, tout comme moi pour la Maison du Monde. Quant au Collectif Méditerranée, ce sont ses précédentes initiatives qui, rappelées l'une après l'autre, en ont dessiné le profil.

Pour Renaud, Podemos naît d'une exaspération dans un contexte de rupture et de crise économique. Un chômeur sur deux ne perçoit plus d'allocation, 1/2 million d'enfants plongés dans la pauvreté depuis 2009, et au plus fort de la crise, 1er trimestre 2012, 500 personnes expulsées chaque jour de leur logement. Difficultés pour les uns, vie aisée pour d'autres. L'indice IBEX 35 (CAC 40 espagnol), a gagné 67% depuis 2009 alors que l'on ne cesse d'imposer des privations à la population. La crise politique suit la rupture du consensus installé en 78 à la transition post-franquisme. C'est une colère contre les partis PP et PSOE[1] qui se succédaient l'un l'autre, immuablement. Rupture aussi à cause du niveau de corruption atteint. Rodrigo Rato[2], 8 ans ministre de l'économie et des finances du PP, soupçonné par le parquet de fraude fiscale, de blanchiment d'argent, est aussi au centre d'autres enquêtes judiciaires[3]. L'Etat espagnol estime le



photo Podemos A.R.
Renaud - Irma - Ramon - Alberto

coût de la corruption à 40 milliards par an.

En occupant les places principales de 60 grandes villes du pays, le 15-M (mouvement du 15 Mai) amène la population à écouter des alternatives à l'austérité. Peu de temps avant, ceux qui disaient nécessaire de changer de cap au vu des résultats désastreux passaient pour de doux rêveurs. Régnait le TINA, « There Is No Alternative »[4], surnom donné à Margaret Thatcher. Cette logique demeure pourtant celle de l'Union Européenne.

RETOUR DE L'ESPOIR

Renaud le dira, Podemos est le retour de l'espoir de politiques au plus près des intérêts « du peuple et non de la caste ». Podemos est porteur d'espoir pour la Démocratie, qui n'est pas une priorité de l'Europe. JC Juncker, président de la Commission européenne[5] l'a dit, « il ne peut y avoir de démocratie en dehors des

traités européens ». L'exemple grec montre que la bataille sera rude. Un autre Parti vient d'émerger, Ciudadanos, avec un programme économique pensé en partie par le FAES [6], un « think-tanks » proche de JM Aznar. Et puis en toile de fond, la faiblesse du mouvement ouvrier espagnol, émoussé par une longue crise aux effets dévastateurs[7]. Alors quelle stratégie adopter sur la question de l'Euro, car ni Commission Européenne, ni Troïka, ni Mme Merkel ne veulent négocier la dette d'un pays avec les élus du peuple mandatés pour cela. Or malgré cela la majorité du peuple grec souhaite un maintien dans l'Euro, comme en Espagne ou en France. Résoudre cette contradiction est un enjeu du moment. Autre difficulté révélée par le Financial Times du 5/04, les négociateurs de la troïka exigeaient avant toute concession, qu'Alexis Tsipras se défasse de son aile gauche. L'Europe accepte de parler à tout le monde, sauf avec la gauche. Clair.

Si une sortie de la Grèce de l'Euro n'émeut pas l'Europe (2% du PIB), ce serait différent pour l'Espagne avec ses 12% du PIB européen, la taille du pays, sa démographie. La situation est complexe mais l'enthousiasme suscité est un réel levier. En conclusion Renaud incitait à apporter à nos amis espagnols, le moment venu, la solidarité dont ils auront besoin.

1 Partido Popular (conservateur); et Partido Socialista Obrero Español (PS comme son homologue français)

2 Ministre de 1996 à 2004, ex-Directeur Général du FMI entre 2004 et 2007, ex-Président de BANKIA de 2010 à 2012.

3 Dans l'affaire de BANKIA, il est inculpé pour « escroquerie » et « faux et usage de faux ». L'Etat a dû réinjecter 24 milliards d'euros pour éviter la faillite de cette banque, elle-même regroupement des Caisses Régionales d'Epargne Populaire telle « CAJA MADRID », lourdement endettées avec la crise financière de 2008. Il est également au centre du scandale des cartes de crédits « black », qui permettaient à certains responsables de la Banque de sortir des fonds sans aucun contrôle. Pour avoir « consenti, favorisé et accepter » l'usage de ces cartes, il devra répondre de « détournement de fonds et délit sociétaire. »

4 TINA = Il n'y A Pas d'Alternative

5 Dont on sait maintenant qu'il a transformé son pays le Luxembourg en laboratoire d'exonération fiscale pour sociétés transnationales.

6 Fundacion para el Análisis y los Estudios Sociales

7 Les 10% des salariés les moins rémunérés ont encore perdus 10% de revenus entre 2008 et 2010, contre moins 3% pour le décile supérieur.

L'intervention d'Alberto allait se centrer sur deux interrogations : **Pourquoi un mouvement 15-M en Espagne en 2011 ? Quelles conséquences politiques du 15-M ?**

GÉNÉALOGIE DU 15-M

Taux du chômage égaux en 2008, mais une progression 2,5 fois plus vite en Espagne, on le sait, la crise y a été plus forte qu'en France. Par contre situer le 15-M dans une Histoire d'un mouvement citoyen du 21ème siècle, est moins connu. Il s'agit de se rappeler une série de mouvements sociaux ayant eu lieu en Espagne avant le 15-M, mais importants pour l'émergence de Podemos. Gardons en tête que leurs acteurs étaient des gens ordinaires qui vont inventer leur propre langage, leur façon de protester, mais aussi leurs émotions, colère, dégoût, fraternité. Ce fut capital pour la cohésion interne. Ces mouvements invitèrent tout le monde à participer, refusant la dichotomie gauche-droite, apparaissant d'un coup sur un problème précis, puis disparaissant pareil. Difficiles à cataloguer, ils questionnaient pourtant le sens profond de la société espagnole. Parmi ces mouvements retenons le « NON à la guerre d'Irak » en 2003, les manifestations au sujet des attentats à Madrid en 2004, à 3 jours des élections législatives, un mouvement moins connu, « V » (de Vivienda) contre les expulsions de logements qui deviendra PAH (Plateforme des Affectés par les Hypothèques). Ce mouvement



Sondage sur l'audience du 15-M effectué durant l'été 2011

soulignait les risques de la bulle immobilière avec des prix multipliés par 3 entre 1998 et 2008 et l'un des drames de la crise actuelle, les 400.000 expulsions depuis 2008. Enfin, un autre mouvement qui a eu lieu sur internet, contre la Loi SINDE (HADOP1 espagnole).

IMPACT DU 15-M DANS LA VIE POLITIQUE ET CITOYENNE EN ESPAGNE

D'un côté le 15-M a suscité un grand intérêt parmi les intellectuels qui ont voulu comprendre comment les indignés ont réussi à impliquer tant de monde, à travailler en réseau, à créer la plateforme « Democracia Real Ya » avec des gens de toutes les régions d'Espagne, puis comment ces mouvements sont passés d'internet à la rue. Ils ont analysé comment les indignés s'organisaient, le fonctionnement des assemblées, l'organisation des relations avec la Presse. Mais le 15-M a aussi été analysé d'une manière différente par les gens de Podemos.

Deux points sont importants. Sur les places espagnoles il y avait d'un côté des activistes ayant l'expérience des mouvements sociaux anti-globalisation, au savoir-faire très important dans les campements des places espagnoles.

UNE AUTRE LECTURE DU 15-M

D'un autre côté il y avait des nouveaux venus qui n'avaient jamais participé à une assemblée. Si les premiers étaient plutôt révolutionnaires, les seconds étaient plutôt réformistes. C'est important car tous ces personnes ont vécu en nombre, un mois ensemble sur les places. Durant ce mois les activistes ont côtoyé beaucoup de gens et ont appris à parler différemment. Quant aux autres ils ont appris le fonctionnement d'une assemblée, à parler devant beaucoup de monde et à écouter les autres. C'est devenu la base des cercles Podemos. Le 15-M a libéré la parole

des citoyens. Dans la foulée, des problèmes comme les expulsions de logements sont passés d'une sphère privée à une sphère publique. Si avant une expulsion était vue comme un acte judiciaire sur une personne surendettée, pendant cette phase c'est devenu une chose intolérable.

APRÈS LE 15-M

Après le 15-M, le Parti conservateur a gagné les élections et la situation ne s'est pas arrangée loin de là. Comme dans la blague où « des gouvernants disent au Peuple : c'est nous ou c'est le chaos ! Le peuple dit, on veut le chaos. Alors les dirigeants disent pas de problème, nous sommes aussi le chaos ».

Dernier point, le 15-M n'était pas une fin mais un début. Les indignés ont beaucoup appris. En 2012/2013 les manifestations ont continué, les assemblées de quartiers, la PAH, les marées citoyennes, les grèves générales, les marches de la dignité. Après les avoir critiqué comme peuple ne sachant pas ce qu'il voulait, d'aucuns ont suggéré aux indignés de former un Parti politique et jouer pour de vrai le jeu démocratique. C'est ce qu'ils ont fait.

Puis Irma raconte Podemos, né début 2014 lors d'une réunion organisée à Madrid, près de la « Puerta del Sol ». Ses initiateurs avaient analysé la profonde fracture de la société, perçu le ras-le-bol citoyen, la nécessité de dépasser le bipartisme et de « changer les mots pour dire ». Pablo Iglesias était déjà connu à cette époque pour animer la « Tuerca », une émission d'entretiens sur internet. Le vent du sud allait apporter un peu de fraîcheur, Podemos obtint 5 sièges de députés européens. Inattendu. Podemos n'était pas encore ce Parti politique acté officiellement en Octobre à l'assemblée de Vista Alegre où 115.000 inscrits, ratifient le programme.

8 Homme de gauche de toute la vie, ancien maire de Cordoue, ex-secrétaire général du Parti communiste d'Espagne et ex-coordonateur général d'Izquierda Unida de 1989 à 2000

9 cf. rfi <http://www.rfi.fr/europe/20150407-espagne-loi-baillon-mordaza-electoraliste-conservateurs-repression/>

suite page 6...

...suite de la page 5 (Podemos)

Lors d'une émission, P. Iglesias et Julio Anguita[8] débattaient, tous deux dirent « *la gauche a perdu une guerre* ». Repartir au combat nécessite une nouvelle gauche et de nouvelles armes. Quelles armes ? La démocratie participative, la lutte contre la corruption, le respect des Droits Humains. Mais tous les partis de gauche n'en parlent-ils pas ? Sans doute, dit-on à Podemos, mais si on les appliquait vraiment, ne révolutionnerait-on pas la vie.

QU'EST-CE QUE PODEMOS

Lutte contre la corruption, comment ? Transparence et financement. Sur le Net de Podemos, on trouve les comptes des membres du Conseil Citoyen. Financement ? Deux façons de faire, mais surtout une façon de ne pas faire, se financer par une banque. Podemos l'interdit pour rester indépendant. Au-delà des dons, il y a les micro-crédits que seul Podemos utilise à ce jour. Le citoyen prête pour la campagne électorale. Après la campagne l'Etat rembourse les frais et Podemos les prête.

Démocratie participative, Comment ? Après 17 mois, 350.000 inscrits. Pourquoi ? Parce que c'est facile d'adhérer à Podemos, même membre d'un autre Parti, car la participation passe par le vote, les idées, le programme, les prises de décisions, le Net et surtout par les cercles. Combien ? Difficile à dire « c'est comme les champignons, ils naissent dès qu'il y a un rayon de soleil ». 75 cercles hors d'Espagne, à Paris près de 200 inscrits. Leurs objectifs ? Diffuser les idées de Podemos mais surtout rendre un espace de liberté et de pouvoir au citoyen, où il pourra rejoindre une collectivité avec laquelle il va approfondir des idées pour le futur. Au cercle de Paris existe un groupe de travail sur le féminisme, et c'est très important car ses membres ont constaté que la lutte contre la politique économique avait beaucoup à voir avec la lutte féministe. Quant aux droits humains, ils seront à inclure

au programme politique. Tout cela sans langue de bois, avec intelligence et émotion.

PODEMOS AUJOURD'HUI

Podemos mène deux batailles. Une en Espagne pour les droits Humains contre la Loi « Baillon » (ley Mordaza) qui va entrer en vigueur au 1/07. Les conservateurs veulent en finir avec les manifestations. Il sera interdit d'être présents lors des 30.000 expulsions annuelles de logement. Photographier un policier en service pendant une manifestation, 600€ d'amende. Protester face au Sénat, devant la Chambre nationale des députés ou tout Parlement régional, jusqu'à 30 000€ d'amende, refuser de décliner son identité à un policier, idem[9]. Cette loi ramène 40 ans en arrière. Elle veut restaurer le prestige d'une police stigmatisée pour des passages à tabac très violents lors de plusieurs manifestations, des actes filmés et vus sur internet. Et pour les élections à venir, les conservateurs ont besoin de mobiliser leur électorat le plus radical et idéologique, là où il n'y a plus de parti étiqueté extrême-droite. A Madrid très récemment on pouvait constater deux choses. Aux terrasses des cafés, des personnes de tous âges parlent plus de politique que de football. Mais on entend aussi « si je vote pour Podemos on va m'enlever la maison » Pourquoi ? Parce que Podemos a été qualifié de terroristes parce que vraiment de gauche. Podemos défend l'IVG qui risque de cesser d'être un droit d'ici peu, et s'oppose aux lois d'expulsions d'immigrés.

La deuxième bataille est au niveau de l'Europe, mais en disant que Rajoy est un défenseur acharné du traité transatlantique (TAFTA ou TIPP), on aura compris.

Pour conclure, Irma a souhaité rappeler quelques jolies paroles dites par P. Iglesias à « la Marcha del Cambio » le 31/01 dernier. « *Il faut de nouveau des gens qui rêvent et qui sachent défendre les intérêts de ceux d'en bas face à ceux d'en haut. Il faut des fous qui sachent rêver, il faut*

des Don Quichotte, et rêver c'est vaincre ».

Renaud, Alberto, Irma furent chaleureusement remerciés pour la qualité et la sincérité de leurs interventions.

DÉBAT AVEC LA SALLE



photo Podemos A.R.

Les questions ont porté sur la place des femmes à la Direction de Podemos, le Programme Politique, la santé, l'emploi, les nationalisations, les difficultés à venir en cas d'accession au gouvernement, la démission de Monedero, la différence entre Syriza cartel des gauches (hors Pasok) en Grèce et l'Espagne avec Podemos, la filiation entre 15-M et Podemos, les places fortes de Podemos, la possibilité d'une traduction constitutionnelle de la démocratie participative, la question de la dette et l'idée d'un audit, le rôle de Podemos face aux expulsions de logements, l'éventuelle similitude entre la situation économique d'aujourd'hui en Espagne par rapport aux milieu des années 70, et également, à partir de l'histoire d'une détenue de Fleury-Mérogis, que l'on appela Maria pour l'occasion, savoir ce qu'aurait fait Podemos pour elle. Comme vous le voyez, les interventions de nos 3 invité-e-s avaient été attentivement suivies, et avaient passionné.

Rencontre, au sens plein du terme. Ecoute attentive, questions pertinentes, puis nos invité-e-s ont prolongé ces échanges autour d'un pot de clôture organisé par le collectif dans un esprit de convivialité totale. A leur départ, Alberto, Irma et Renaud laissaient quelques ami-e-s supplémentaires à Evry.

Ramón Gomez

Soirée de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens

La solidarité internationale avec les prisonniers politiques du monde entier a donné lieu à plusieurs événements pendant la semaine du 10 au 19 avril. En Palestine, chaque année, la journée du 17 avril est dédiée aux prisonniers politiques. Depuis 1967, selon le comité international de la Croix Rouge, 850 000 Palestiniens sont passés dans les prisons israéliennes, soit le ¼ de la population, et ceci en violation du droit et des accords internationaux qui interdisent à toute puissance occupante de déporter la population occupée et qui stipulent que toute personne accusée d'un crime doit être détenue dans le territoire occupé. Aujourd'hui on dénombre 7 500 prisonniers, parmi eux des députés, des anciens ministres, des femmes, des enfants... Leur seul crime, avoir résisté à l'occupant.

Pour célébrer cette journée, Evry-Palestine avait organisé une soirée de solidarité, avec le soutien du Collectif Palestine en Essonne, bien représenté pour cette occasion dans toutes ses composantes, avec une forte présence du Front de Gauche animant actuellement une campagne en faveur de Marwan Barghouti.

Plusieurs élus d'Evry étaient présents, ainsi que des militants de nombreuses associations partenaires du Collectif : Ligue des droits de l'Homme, Attac, ACAT, Artisans du Monde, RiSolidarité-Palestine, le Collectif Nord-Essonne pour la Palestine.

Au cours de cette soirée, nous avons exposé la situation insupportable des enfants, de plus en plus nombreux à être arrêtés et à passer devant les tribunaux militaires israéliens. En parfaite violation de la convention des droits de l'enfant, ils sont privés des soins que requiert leur état de santé. D'autre part, les mauvais traitements qu'ils subissent, coups, menaces de mort ou de viol, mises à l'isolement visent à les affaiblir psychologiquement et à essayer d'en faire des indicateurs pour les autorités militaires israéliennes.

Nous avons présenté la campagne pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens. Figure emblématique, Marwan Barghouti a eu un parcours similaire à celui de Nelson Mandela. Ce n'est pas un hasard si la campagne internationale pour sa libération a été lancée depuis l'Afrique du Sud. La composante française de la campagne bénéficie de soutiens prestigieux d'anciens ministres, de parlementaires, d'universitaires...



Nous avons aussi programmé la projection du film « Palestine : la case prison » documentaire de Franck Salomé sur la situation des prisonniers politiques et d'opinion palestiniens au regard du droit international. A travers des interviews d'anciens détenus et de leurs familles, ainsi que de juristes palestiniens, israéliens et internationaux et d'anciens soldats israéliens, le documentaire montre l'utilisation systématique par l'armée israélienne de la prison comme arme de répression contre la lutte des Palestiniens pour leurs droits et pour la création d'un Etat palestinien viable et indépendant.

La projection de ce film dont nous avons tous apprécié la qualité et la force, a été suivie d'un débat qui a permis de rappeler notre exigence : la libération de tous les prisonniers politiques, et de la

lier à celle de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, sans lesquelles aucune paix ne sera possible. Ce fut l'occasion de promouvoir le parrainage des prisonniers et d'informer l'assistance sur deux cas relevant de l'arbitraire israélien. Khalida Jarrar, députée au Conseil législatif palestinien et défenseuse des droits des prisonniers est actuellement en détention administrative sans motif réel. Salah Hamouri, Franco-palestinien, pour lequel nous avons mené une campagne suite à son incarcération sans fondement par Israël en 2004, est maintenant victime d'une entrave à la liberté de circulation et d'éducation. L'appel de Salah concernant son interdiction d'entrée en Cisjordanie a été rejeté depuis, décision prise sur des affirmations non prouvées à partir d'informations « secrètes » qui ne peuvent être dévoilées pour raison de sécurité. Nous avons appelé tous les élus de l'Essonne à réagir en sa faveur auprès du gouvernement français et continuons à solliciter personnalités et élus sur le plan national.

Cette belle soirée a aussi été l'occasion d'un échange avec tous les participants sur la situation en Palestine et sur nos campagnes en cours et à venir. Elle s'est terminée autour d'un pot qui a permis de poursuivre les échanges de manière conviviale.

Quelques liens permettent de continuer la lutte pour les prisonniers :

<https://www.change.org/p/campagne-pour-lib%C3%A9rer-marwan-barghouti-et-tous-les-prisonniers-palestiniens-petition-pour-la-liberation-de-marwan-barghouti-et-tous-les-prisonniers-palestiniens> et <https://www.change.org/p/israeli-occupation-forces-free-khalida-jarrar-now>

pour le parrainage des prisonniers :
<http://www.france-palestine.org/Parrainer-un-e-prisonnier-e-politique-palestinien-ne>

pour Salah Hamouri :
https://www.change.org/p/pr%C3%A9side-nt-et-ministre-action?just_created=true

Evry Palestine
contact@evrypalestine.org

LA "GRANDE HYPOCRISIE" DE L'EUROPE FACE A L'IMMIGRATION

800 migrants ont trouvé la mort dans la nuit de samedi 18 à dimanche 19 avril. Partis de Libye, ils se dirigeaient vers l'Italie. "Cela porte à plus de 1 500 le nombre de migrants morts depuis le début de l'année. C'est 30 fois plus que pour toute l'année dernière. Et 11 000 personnes secourues en une semaine par les autorités italiennes, c'est tout simplement 10% du total de ceux qui sont arrivés l'an dernier", détaille le journaliste Renaud Bernard sur le site de FranceTV info, en ce lundi 20 avril 2015. Un sommet européen extraordinaire aura lieu jeudi 23 avril sur cette crise des migrants en Méditerranée. L'Union Européenne promet de réfléchir à de nouvelles mesures pour empêcher les naufrages ou endiguer le flux des clandestins. Mais peut-on vraiment espérer que l'on va vraiment s'attaquer aux racines du mal ? Il est permis d'en douter !



Si j'étais invité à préparer ce sommet des chefs d'Etat européen, je proposerais de verser au dossier, entre autres, deux documents.

Le premier serait un document intitulé « **Accord de Paupérisation Economique (APE)** ». Comment peut-on continuer à faire la politique de l'autruche, alors que les migrants et Boko Haram nous montrent que la solution passe par le développement réel des populations de l'Afrique de l'Ouest ? Cet APE, le Parlement européen devant le ratifier le 7 juillet 2015. Ce dernier drame va-t-il faire comprendre au Parlement européen que ratifier cet accord serait une faute politique grave ?

Le second date du 5 avril 2006 et est intitulé « **Ils arriveront quand même...** ». Il s'agit du n° 180 de abcBurkina de notre collaborateur Jacques Lacour. (lire ci-dessous).

Ils arriveront quand même...

« L'une de vos préoccupations aujourd'hui semble être d'endiguer le flux ininterrompu des réfugiés économiques qui assiègent les frontières de l'Union Européenne, réfugiés qui, pour beaucoup, viennent d'Afrique noire.

Nous savions depuis longtemps que la pression était forte et des milliers de cadavres balisent déjà les routes du désert quand les vieux camions rendent l'âme, le détroit de Gibraltar

quand coulent les frêles embarcations, ou les autoroutes d'Europe quand on oublie d'aérer citernes ou conteneurs où ils voyagent.

Qu'une route se ferme, une autre s'ouvre... et il va en être ainsi pour longtemps !

Vous pouvez bien affréter ces humiliants charters de « retour au pays » qui blessent profondément l'âme hospitalière africaine, elle qui garde mémoire d'avoir été

convoquée pour défendre la mère patrie, vous pouvez bien mettre une troisième rangée de grillage à Ceuta et Mellilla (Que faisons-nous encore là-bas ?) ou faire disparaître le camp de Sangate, vous pouvez bien organiser des reconduites aux frontières sous les feux des caméras de télévision, cela rassurera peut-être vos opinions publiques mal informées, mais cela n'arrêtera pas l'arrivée des réfugiés économiques.

Ils arriveront quand même parce que les gouvernements français et européens n'ont jamais vraiment souhaité que les paysans d'Afrique de l'Ouest (80% de la population) puissent vivre du travail de leur terre. Vous refusez d'acheter leurs produits à un prix rémunérateur qui leur donne la possibilité de rester chez eux. Vous refusez d'investir dans l'agriculture familiale qui seule peut fixer les populations chez elles. Vous avez toujours préféré distribuer de l'aide déstructurante quand il est trop tard et que les plus faibles sont déjà morts. Vous préférez apporter une aide tardive avec vos stocks d'inventés transportés à grands frais, plutôt que de créer un environnement qui permette aux paysans africains de développer leurs propres productions et leurs propres stocks. Vous déstabilisez leurs marchés avec les faux prix du pseudo marché mondial, que vous bricolez à votre guise (par des subventions ou du dumping). Et vous annoncez à tous cette nouvelle soit-disant vérité: "commerce ultra-libéral = développement", alors que nous voyons chaque jour que cette recette ne fait qu'enrichir les riches et appauvrir les pauvres...

Ils arriveront quand même parce que vos collègues chargés du développement l'ont trop souvent réduit à des aides budgétaires ou à des prêts ponctuels favorisant des régimes corrompus à la tête d'Etats où règnent le non-droit, la corruption et le racket permanent des plus faibles. Peu de chances alors de voir les plus jeunes se motiver dans un tel environnement. Ils veulent venir en Europe, et ils viendront.

Ils arriveront quand même parce que, quittant la campagne, ces jeunes ne trouvent dans les villes sous-équipées ni travail, ni considération, ni perspectives d'avenir. Les quelques emplois qui existent sont déjà aux mains d'une minorité qui se les réserve. Restent les seuls chemins de l'aventure que "TV5 monde" fait briller à leurs yeux. Ils rêvent de l'Europe.

Ils arriveront quand même parce que finalement vous en avez besoin dans l'agriculture (légumes, fruits et primeurs) parce que la grande distribution, en écrasant les prix, ne permet pas de salarier normalement ceux qui produisent et récoltent, dans le bâtiment, parce que les contrats de sous-traitance de nos grands groupes BTP, s'ils favorisent la création d'importants bénéfices, ne permettent pas non plus de rémunérer normalement la main-d'oeuvre de ce secteur, et parce qu'il faudra bien remplacer l'importante génération du « baby-boom » qui commence à prendre sa retraite.

Quand la communauté européenne prendra conscience que le monde a besoin de toutes les agricultures du monde, quand la communauté européenne décidera qu'il est juste et bon que l'Afrique protège ses filières de productions naissantes (agricoles et autres) pour parvenir à la souveraineté alimentaire, quand la communauté européenne ouvrira vraiment ses marchés aux productions de l'Afrique subsaharienne pour qu'elle devienne enfin solvable, quand la communauté européenne renoncera à imposer ses Accords de Partenariat Economique (APE, qui sont en fait des accords de libre-échange) qui vont ruiner ce qu'il reste encore de production locale et appauvrir un peu plus les Etats africains, quand la communauté européenne cessera de soutenir les " démocraties " africaines, alors, Monsieur le ministre, Messieurs les ministres, alors seulement, peut-être, la pression sera moins forte à vos frontières.

Bon courage! »

Jacques LACOUR,
Koudougou, le 5 avril 2006

Pour l'ensemble de l'article
Koudougou le 20 avril 2015
Maurice Oudet
Président du SEDELAN

MGR ROMERO A L'HONNEUR

Cet évêque du Salvador, dont une rue d'Evry porte le nom, a été assassiné en 1980 pendant un office pour avoir été le défenseur des droits de l'homme et particulièrement des paysans de son diocèse en dénonçant les crimes, les enlèvements et les assassinats quotidiens commis par l'armée salvadorienne et les escadrons de la mort.

Après avoir soutenu une doctrine conservatrice de l'Eglise, Mgr Romero a fini par rejoindre celle des théologiens de la libération, au vu des atrocités dont il était témoin. La décision du pape François de le béatifier, le 26 mai, à San Salvador, est le signe d'une reconnaissance implicite de ce mouvement de libération et du combat de tous ceux qui ont lutté contre les dictatures latino-américaines de la fin du 20ème siècle.

Marie-Paul Devillers
Comité Salvador Amérique latine

TRIBUNAL D'OPINION

L'ÉTAT CITÉ À COMPARAÎTRE
POUR VIOLATION
DES DROITS
DES ENFANTS
DITS ROMS

SAMEDI 27 JUIN 2015 • 9H • 17H30

UNIVERSITÉ PARIS 8
SAINT-DENIS Bâtiment > | Amph D001



VIOLATIONS DES DROITS DES ENFANTS DITS ROMS L'ÉTAT MIS EN ACCUSATION : PROCÈS LE 27 JUIN 2015 !

Il siègera en audience publique le samedi 27 juin 2015 de 9h00 à 17h30 à l'université Paris 8, à Saint-Denis

Entrée de l'université : rue Guynemer (face au métro), Bâtiment D, amph D001

A l'initiative de : ASEFRR, Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE), CNDH Romeurope, DEI-France, (Défense des Enfants International), Gisti, Hors la rue Intermèdes Robinson, RESF, SNUIPP-FSU, SNPES-PJJ – FSU, SUD éducation, Syndicat de la Magistrature

Avec le soutien de : Secours Catholique, Fédération syndicale unitaire, European Roma Rights Centre, Ligue des droits de l'Homme, ASET 93, Les enfants du Canal

Pour tout contact et information : tribunaldopinion.27juin@gmail.com

Inscription gratuite mais obligatoire : <http://bit.ly/1OnyVwY>

Nos organisations – syndicats, associations – sont, à divers titres, en lien avec les familles et enfants de différentes nationalités vivant en bidonvilles ou squats et en situation de grande précarité en France. Les discours politiques et médiatiques dominants enferment ces personnes **dans une identité « rom » assignée et stigmatisée.**

Nous sommes témoins d'incessants dénis de droits et de discriminations envers ces enfants et familles.

Nous nous devons de dénoncer la **maltraitance institutionnelle et sociale** infligée tant aux adultes qu'aux enfants, mais dont ces derniers subissent plus lourdement les conséquences car elle les prive de l'accès à leurs **droits les plus fondamentaux.**

Nous pensons donc venu le temps de demander aux représentants de la puissance publique, nationaux comme locaux, de **venir répondre devant l'opinion des conséquences de leurs politiques en termes de violation des lois nationales**, des textes européens et des conventions ou traités de niveau international ratifiés par la France.

Un tribunal d'opinion permet de **mettre en scène le procès des responsables des délits et discriminations** que nous voulons dénoncer : ce tribunal tiendra

un véritable procès pénal avec un acte de mise en accusation, un président, des juges, la parole donnée à la défense et à l'accusation, des auditions de victimes, de témoins et d'experts.

Nous souhaitons contribuer à :

- **provoquer une réaction d'indignation**, a minima une prise de conscience, et **faire cesser l'indifférence concernant la situation des enfants dits Roms** en France ;
- **faire connaître les conséquences désastreuses des refus d'éducation et de protection des enfants**, des expulsions de lieux de vie sans solution alternative ;
- **mettre un terme à l'apparition constante de nouvelles formes de stigmatisation** même lorsque des avancées juridiques sont obtenues ;
- **reconnaître publiquement aux intéressé(e)s (enfants et leurs parents) le statut de victimes**, alors qu'ils et elles sont toujours perçu(e)s comme des délinquants ou des auteurs de troubles. Les conforter dans l'idée que c'est leur **dignité humaine** qui est piétinée et la restaurer en initiant une démarche de reconnaissance des préjudices qu'ils et elles subissent ;
- **établir la responsabilité directe des pouvoirs publics français** dans le sort fait à ces enfants, en mettant en évidence les défaillances des services éducatifs, sociaux et judiciaires quant à la protection à laquelle ils ont droit.

Ce procès symbolique permettra de rappeler que les pouvoirs publics, à tous les niveaux, ont **l'obligation d'appliquer le droit français, européen et international.**

Il sera surtout l'occasion, grâce à des témoignages d'enfants, de parents, des citoyens et citoyennes qui les accompagnent, d'experts ou de professionnels qui travaillent auprès d'eux, d'**alerter l'opinion publique sur les conséquences humaines inacceptables des politiques actuelles envers ces populations.**

Nous espérons qu'il contribuera à promouvoir la mise en œuvre de solutions adaptées à leurs besoins et à leurs choix.

138 rue Marcadet – 75018 Paris Tél. 01 56 55 51 00 – Fax : 01 42 55 51 21 ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org

LA «NOUVELLE ALLIANCE» MENACE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Lutter contre la pauvreté et contre la faim : tel était l'objectif proclamé par les chefs d'État du G8 lorsqu'ils ont lancé la «Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire» en 2012. Voilà pour la théorie. Car dans la pratique cette «Nouvelle Alliance» favorise les grands investissements privés, quitte à accaparer les terres des populations locales et menacer leur sécurité alimentaire. Est-ce une coïncidence ? Au moment même où les États occidentaux diminuent leurs aides directes aux pays pauvres et alors que les multinationales n'ont jamais été aussi influentes, le secteur privé et les partenariats publics / privé semblent devenir l'alpha et l'oméga des politiques de développement.

Dans cet esprit, la Nouvelle Alliance a déjà incité certains États africains à modifier leurs législations pour favoriser les intérêts des multinationales, par exemple en interdisant les échanges de semences d'agriculteur

à agriculteur ou en menaçant les droits fonciers des petit-e-s paysan-ne-s. La menace est réelle et urgente. Sur le terrain, les premiers projets mis en œuvre au Burkina Faso ou en Tanzanie¹ confirment les pires inquiétudes de la société civile. Face à la menace, dénoncer la Nouvelle Alliance et la faire évoluer avant qu'elle ne provoque trop de catastrophes irrémédiables est devenu une priorité de Landfor, campagne internationale d'ActionAid pour le droit à la terre. Notre Appel Urgent «Tanzanie» a déjà recueilli 27000 signatures en France. D'autres publications et mobilisations vont suivre : nous comptons sur votre soutien!

Échos de Peuples So
N°150 (Avril - Juin 2015)

(1) Cf. notre Appel Urgent «Tanzanie: des milliers de paysan-ne-s chassé-e-s par un projet du G8»

La Maison du Monde d'Evry

vous invite au

Café de l'actu



Sur tous les continents, Electriciens sans Frontières, ONG reconnue d'utilité publique, agit depuis 29 ans avec ses mille bénévoles au service des populations les plus pauvres pour leur offrir un accès durable à des services énergétiques efficaces, abordables et respectueux de l'environnement et limiter l'utilisation de combustibles nocifs.

Dans ce contexte, Alain Laidet, vice-Président de l'Association et Responsable du secteur Ile-de-France et Nord Pas de Calais, viendra nous parler des projets en cours et de leurs engagements.

Ce sera l'occasion, pour les militants associatifs et citoyens de notre Agglomération :

- de découvrir cette association
- aussi, pourquoi pas, de nous engager avec eux au regard de nos engagements croisés dans le domaine de la Solidarité Internationale
- ou de faire naître de nouveaux projets partagés au service des populations avec lesquelles nous sommes engagés dans des partenariats associatifs

Venez nombreux découvrir cette Association qui agit dans 35 pays actuellement avec 124 projets en cours.

Si vous voulez en savoir plus,

... Contactez-nous : ☎ 01.60.77.21.56 / documentation@maisondumonde.org

Les Cafés de l'actu sont organisés en partenariat avec la Biocoop La Clairière et bénéficient du soutien financier du Conseil Général de l'Essonne.



**Electriciens
sans
Frontières**

Mardi 2 Juin 2015

Entre 18h30 et 20h30

18h30 : Apéro bio équitable

19h00 : Débat

GRILLE N° 132

Centenaire
du
génocide
arménien

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I							■			
II					■					
III								■		
IV					■					
V							■			
VI			■			■				■
VII		■							■	
VIII	■			■						
IX						■				
X					■			■		
XI			■							

Horizontalement

I. Longtemps occulté, le génocide de 1915 fait de plus en plus l'objet de « discussions » dans la société turque sous l'influence surtout des historiens. Ville et lac turcs, mais autrefois arméniens, au pied du Mont Ararat. **II.** La plupart des personnes massacrées n'ont pas eu d'autre choix que le « déracinement forcé ». Bien qu'un procès ait condamné à mort les instigateurs du génocide en 1919, très vite c'est l'« amnésie » qui a prévalu ensuite. **III.** Le « mutisme » des grandes puissances sur les massacres de masse qui ont précédé le génocide en 1894-96 a été dénoncé par Jaurès, et il a continué après ceux de 1915. Au cœur des massacres. **IV.** « Frénésie » (mot inversé) qui s'est emparée des meurtriers de la terrible Organisation Spéciale (O.S.). En 2012, un « ouvrage », simplement intitulé "1915. Le génocide arménien" a fait sensation en Turquie, celui du petit-fils de Djemal Pacha condamné à mort au procès de 1919. **V.** Revenu. Le grand vizir Talaat Pacha est l'« artisan » principal du génocide qui a commencé le 24/04/15 par la rafle à Istanbul de 250 intellectuels arméniens. **VI.** Personnel. D'un auxiliaire. Lettres de juré. **VII.** Ce 24/04/15 a été le signal de l'« attaque » contre la population arménienne suivant le plan d'extermination décidé entre le 20 et le 25 mars, tandis que les Occidentaux lançaient l'« attaque » dans les Dardanelles. **VIII.** La reconnaissance du génocide est une « dette » de l'Etat turc envers le peuple arménien. Comme la Shoah ou le génocide rwandais, le génocide arménien est non seulement abominable, mais il est aussi « absurde ». **IX.** De 200 à 300 000 femmes et enfants ont survécu par la conversion à l'islam sous la « contrainte ». « Tenu » n'importe comment. **X.** Frère de Jacob. Directions ou lettres d'Anatolie. En tête des victimes. **XI.** Note. Ceux qui restent après l'épuration ethnique. Article espagnol.

Verticalement

1. En quelques mois, 1,2 millions d'Arméniens ont été déportés dans des camps vers les « régions arides » de Syrie et de Mésopotamie. « Métal » qui a servi à l'exécution, ordonnée le 22/02/16, de 700 000 déportés. **2.** La double taxation « prescrite » aux Arméniens par le sultan Abdulhamid II provoque leur révolte en 1894 qui va être réprimée dans le sang de 1894 à 1896. Dans les décisions machiavéliques de certains dirigeants du monde et dans les actes des exécutants, quelle est la « part » de cynisme et celle de la peur ? **3.** Un « résultat » de ce nettoyage ethnique est la mort de 1,5 million d'Arméniens, de 250 000 chrétiens assyro-chaldéo-syriaques et de 350 000 Grecs pontiques. Si la Turquie reconnaissait le génocide, elle restaurerait le « halo » qui l'entoure. **4.** Les massacres de 1894-96 constituaient déjà des « avertissements ». « Sigle du parti de Talaat Pacha (Comité Union et Progrès) » au pouvoir depuis le putsch des Jeunes-Turcs. **5.** Une des raisons invoquées par Talaat Pacha serait la collusion des Arméniens avec ce « grand voisin » venu à leur secours. **6.** "Le déni est le « fondement » de la Turquie moderne" (Le Monde du 23/04/15). Révolution. Métal précieux. **7.** Lettres de Turquie. Nombreux sont les musulmans « intègres » qui ont protégé les chrétiens au péril de leur vie (comme pour les juifs plus tard). **8.** Une lettre d'Erevan et une d'Istanbul. Cette « chanteuse française » est née en 1944 en Bulgarie de père d'origine arménienne. **9.** C'est sa sonnette que Jaurès a tirée dès le 3/11/1896. Fond sur les pentes du mont du mont Ararat. **10.** Deux conciles ont eu lieu, en 325 et en 787, dans cette ville d'Anatolie appelée aujourd'hui Iznik. Selon l'historien Michel Marian, la reconnaissance du génocide est « le tombeau qui manque aux Arméniens ».

agenda

Mardi 2 juin
A 18h30
A la Maison du Monde
Café de l'actu
Avec Electriciens Sans Frontières
Dans le cadre du futur programme d'Alternatiba

Mercredi 1er juillet
A 19h sur les bords de Seine
Pique-nique de la Maison du Monde

Du 23 mai au 14 juin
Place de l'Agora
Exposition sur l'énergie citoyenne
Samedi 13 juin
Animation autour de l'exposition

Samedi 12 septembre
Village Alternatiba

Mardi 6 octobre
A partir de 18h30
Café méditerranéen avec le Collectif Méditerranée de la Maison du Monde

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	H	I	T	L	E	R	■	N	O	M
II	E	C	R	I	T	U	R	E	■	A
III	L	O	U	V	R	E	■	G	A	O
IV	A	N	A	R	■	S	T	A	R	■
V	S	E	N	E	S	■	E	T	R	E
VI	■	S	D	■	I	M	P	I	E	S
VII	C	■	S	E	M	E	■	O	T	E
VIII	O	R	■	R	■	C	E	N	E	■
IX	L	A	H	A	Y	E	■	■	R	A
X	O	N	A	T	■	N	A	D	A	R
XI	N	A	N	O	■	E	R	G	■	T

SOLUTION Grille n°131
Massacres culturels